

**Texte présenté par la position A au CPN des 15 et 16 janvier, qui a recueilli 45% des voix**

## **Pour une candidature du NPA à la présidentielle**

*La conférence nationale du NPA confirme la décision de son 3<sup>e</sup> congrès, de présenter un-e candidat-e du NPA à l'élection présidentielle. Le texte qui suit définit le cadre politique de cette candidature.*

\*\*\*\*\*

Pour les travailleurs/euses et les classes populaires, le bilan de Hollande est catastrophique. Le chômage n'a cessé d'augmenter de même que la précarité, les services publics de se dégrader. C'est toute la société qui est entraînée dans une régression sociale et démocratique par la crise du capitalisme et les politiques d'austérité et la course à la compétitivité qui en sont la conséquence.

Pour le gouvernement, c'est l'état d'urgence antidémocratique et antisocial permanent.

Cette politique multiplie les subventions aux capitalistes, démolit le code du travail, accentue les inégalités dans tous les domaines. Elle ne profite qu'aux capitalistes qui contrôlent l'économie, les finances de l'État et accaparent toujours plus de richesses.

Hollande comme la droite n'ont d'autre projet que de continuer en pire. Ils nous conduisent droit dans le mur.

Ici comme au niveau européen, les difficultés du monde du travail à reprendre l'offensive, à surmonter la dispersion de ses luttes, en un mot à déborder la politique de démobilitation et d'illusion dans les institutions des directions politiques et syndicales traditionnelles, laissent le champ libre à la montée des idées et des forces réactionnaires.

Le discrédit croissant des partis de gouvernement qui mènent une seule et même politique consistant à faire payer la crise aux travailleurs/euses et aux couches populaires, ouvre la porte à l'extrême droite, au Front national.

Forte de ce contexte où la gauche comme la droite lui servent les plats, Marine Le Pen tente de donner du FN l'image trompeuse d'un parti nouveau et populaire alors qu'elle reste dans la continuité idéologique et militante de l'extrême droite. Le FN est aujourd'hui une réelle menace en particulier du fait de son influence parmi la jeunesse et les salarié-e-s.

Il serait illusoire et dangereux de croire que le FN pourrait apporter la moindre réponse à la régression sociale provoquée par l'offensive des classes dominantes et de leur État. Bien au contraire, il ne ferait que l'aggraver. Lui aussi n'aspire qu'à servir les intérêts des classes dominantes, de cette bourgeoisie dont ses dirigeants font partie. Et pour prétendre au pouvoir, il tente de dévoyer le mécontentement, la colère populaire contre les plus faibles, les immigré-e-s, les migrant-e-s.

Ces derniers ne sont pas des adversaires des travailleurs/euses de ce pays, ils sont des travailleurs/euses, comme eux et elles, victimes de drames, illustration de la barbarie provoquée par les politiques libérales et impérialistes des grandes puissances dont la France.

### **Il est de l'intérêt de toutes et tous de ne pas se laisser diviser**

Les migrant-e-s doivent être accueilli-e-s. Il est nécessaire d'ouvrir les frontières pour que cessent la violence et la mort pour les réfugié-e-s.

Il faut aussi en finir avec les guerres dont les populations sont les premières victimes.

La fuite en avant militariste dans laquelle Hollande a engagé le pays aggrave encore le chaos engendré par les guerres impérialistes en Afghanistan, en Irak, en Syrie, au Yémen, en Afrique, complément de la guerre permanente menée contre le peuple palestinien.

Cette nouvelle aventure militaire démontre l'incapacité des classes dominantes à apporter la moindre réponse aux drames que leur politique a engendrés si ce n'est des réponses militaires ou policières qui ne peuvent qu'exacerber les tensions et provoquer de nouveaux drames à une échelle supérieure.

C'est bien cette politique qui a engendré les intégristes terroristes qui sont des ennemis des travailleurs/euses, des peuples, des droits démocratiques et qui servent de faire valoir au Front national.

Lutter contre Daesh, c'est en finir avec les guerres qui l'ont engendré, arrêter les frappes aériennes en Syrie, retirer les troupes françaises d'Afrique et du Proche Orient. C'est aussi la solidarité **avec** les travailleurs/euses et les peuples qui en Syrie, en Irak, au Moyen-Orient se battent contre les dictatures les plus réactionnaires dans la continuité du printemps arabe.

C'est aussi soutenir la lutte des Palestiniens contre l'État d'Israël et le droit à l'autodétermination du peuple kurde.

### **Non à l'union nationale et levée de l'état d'urgence**

Avec la proclamation de l'état d'urgence, Hollande a fait un bond dans sa politique autoritaire et renforcé le caractère policier de l'État. Ce durcissement, accepté par la gauche et la majorité des organisations syndicales, vise à faire taire les salarié-e-s et la population pour imposer sa politique de régression sociale.

Depuis les attentats du 13 novembre, au nom de la guerre, Hollande se présente comme l'homme de l'unité nationale capable de barrer la route au Front national et pour cela il reprend la même chanson que Marine Le Pen, pour se faire le défenseur de la patrie, flatter aussi les préjugés xénophobes et renforcer le racisme en particulier contre les musulman-e-s et les

immigré-e-s.

Pour lui comme pour Sarkozy hier ou Marine Le Pen demain si jamais elle parvenait au pouvoir, la défense de la patrie n'est que le masque de la défense des intérêts des classes dominantes, des riches et des privilégiés.

Tous ceux qui nous présentent le repli national comme une réponse à la crise, une protection pour les classes populaires nous mentent. Ils voudraient nous convaincre que patrons, ouvriers, dominants, dominés nous avons tous les mêmes intérêts. Aussi nous diviser, nous dresser les uns contre les autres en agitant la peur de l'étranger, la xénophobie et le racisme.

À l'heure où l'ensemble de l'humanité est menacé par la crise climatique comme par la dégradation de l'environnement du fait des politiques énergétiques, industrielles et urbaines soumises à la logique du profit, à la concurrence mondialisée, le repli sur les frontières est non seulement dérisoire mais un piège.

Face à la gravité des problèmes qui touchent l'ensemble de la société du fait de la politique des classes capitalistes, il ne peut y avoir qu'une réponse globale, internationaliste, qui remette en cause la base même de cette logique, la propriété privée capitaliste.

### **Répondre à l'urgence sociale, démocratique, écologique, exige de s'attaquer radicalement au pouvoir des classes capitalistes**

Si nous voulons rompre avec les politiques d'austérité, garantir un emploi et un salaire décent pour tous et toutes et en finir avec le chômage, développer ou reconstruire les services publics, il ne suffira pas de déclarations incantatoires, ni d'annonces de politiques de relance de la consommation, ni de lois visant à « moraliser le capitalisme ». Non, ces bonnes intentions de la gauche antilibérale ne marchent pas car elles ne s'attaquent pas à la racine du mal.

Il faudra qu'un gouvernement des travailleurs/euses interdise les licenciements et baisse massivement le temps de travail jusqu'à en finir avec le chômage, décide de l'annulation de la dette, de la constitution d'un monopole public bancaire, de la socialisation sous contrôle des travailleurs/euses de l'ensemble des grands groupes financiers, industriels et commerciaux. Et tout cela, sans aucune indemnité ni rachat : les travailleurs/euses et la population ont déjà suffisamment payé pour entretenir le niveau de vie de ces parasites.

Faire face à la crise écologique, répondre au réchauffement climatique exige d'arracher l'économie des mains des multinationales, rompre avec la concurrence généralisée pour être en mesure de planifier l'économie.

Mettre en œuvre la révolution énergétique dont l'humanité a besoin pour survivre dans tous les secteurs d'activité (logement, transports, énergie, agriculture...), impose de rompre avec le productivisme et la logique de la rentabilité. Cette rupture anticapitaliste permettrait d'organiser le contrôle des travailleurs/euses et de la population sur la production dans la perspective de sa planification démocratique et en fonction des seuls besoins sociaux et écologiques. Cela permettrait de sortir du nucléaire, d'investir massivement dans les énergies renouvelables, et de supprimer ou de faire décroître les productions parasites ou ne correspondant pas à de véritables besoins.

### **Soyons nos propres représentant-e-s**

Aucun des grands partis institutionnels ne défend et ne peut défendre aujourd'hui les intérêts des travailleurs/euses et des couches populaires, tout simplement parce qu'ils défendent les intérêts des exploités, des patrons et des banquiers. Le jeu électoral et démocratique se réduit à mettre un bulletin dans l'urne pour décider qui sera le gérant des affaires de la bourgeoisie.

Les politiciens qui alternent au pouvoir comme la grande administration inamovible s'octroient des privilèges qui leur garantissent un train de vie digne de celui des classes dominantes. Et ce sont eux qui nous font sans cesse la morale pour nous demander de « nous serrer la ceinture », nous imposer leurs politiques d'austérité.

Ce sont les règles mêmes de ce jeu politique faussement démocratique qu'il faudrait changer de fond en comble. Aucun élu ne devrait toucher un salaire supérieur à celui du travailleur moyen et chacun devrait être révocable à tout moment. Il faut aussi en finir avec ce régime présidentiel qui concentre des pouvoirs exorbitants dans les mains d'un seul homme, ainsi qu'avec des institutions réactionnaires telles que le Sénat.

Un gouvernement réellement démocratique ne pourra voir le jour qu'en rupture avec les institutions et la propriété capitalistes, il sera le résultat de la mobilisation de la classe ouvrière et de la population et l'émanation d'assemblées composées de délégué-e-s élu-e-s et révocables, à tous les niveaux, lieux de travail, la commune, le département, la région ou nationalement.

Pour avancer dans ce sens-là, les salarié-e-s, les classes populaires, la jeunesse ont besoin de reprendre confiance en elles sans se laisser paralyser par le prétendu « dialogue social » par lequel gouvernement PS et Medef ont voulu associer les directions des organisations syndicales à leur politique anti-ouvrière.

Nous voulons nous faire l'écho de la révolte et remédier au désarroi des exploité-e-s qui sont désarçonné-e-s par la politique des directions syndicales censées les représenter mais qui ont laissé les grèves et les luttes sans coordination, dispersées.

Nous voulons construire l'action commune, le front unique entre toutes les organisations, les tendances, les regroupements de militant-e-s, pour faire avancer la lutte et imposer nos revendications.

Nous voulons inciter les travailleurs/euses à se syndiquer pour se réapproprier leurs propres organisations, afin d'en faire des instruments véritables de défense de leurs intérêts, nous cherchons à fédérer et à coordonner les équipes et militant-e-s en

rupture avec les politiques de collaborations avec le patronat et l'État.

C'est de la prise en main de leurs propres affaires par les salarié-e-s eux et elles-mêmes que dépend la préparation d'une contre-offensive, d'un mouvement d'ensemble, d'une grève générale, capable d'imposer les revendications du plus grand nombre et d'en finir avec ce système de misère et d'exploitation.

C'est la seule voie pour mettre les banques, la finance, les capitalistes qui tiennent les rênes de l'économie hors d'état de nuire.

C'est la seule voie pour conquérir le droit pour les travailleurs/euses, la population de décider et de contrôler la marche de la société.

C'est la seule alternative pour un gouvernement des travailleurs/euses, de la population, issu des mobilisations et en rupture avec les institutions et la propriété capitalistes.

### **Transformer la société**

A l'opposé de tout repli national un tel gouvernement s'adresserait à l'ensemble des travailleurs/euses et des classes populaires d'Europe pour étendre la mobilisation. La lutte contre l'austérité ne peut se mener au seul niveau de la France, d'un pays, elle est une lutte européenne. L'échec de Syriza l'a montré, elle ne peut non plus se mener sans rompre avec la politique au service des capitalistes, de Bruxelles et de la BCE, avec l'Europe de la finance. S'attaquer au pouvoir de nos bourgeoisies nationales c'est rompre avec les institutions de l'Union Européenne.

Contre l'Europe de la troïka nous défendons la solidarité internationale pour une Europe socialiste des travailleurs et des peuples.

Nous dénonçons les dérives sécuritaires, l'état d'urgence permanent instauré par le gouvernement suite aux attentats du 13 novembre et le racisme en particulier l'islamophobie engendré par cette politique.

Nous militons contre toutes les discriminations, pour l'égalité femmes/hommes, LGBTI/hétéros, et le droit des femmes à disposer librement de leurs corps.

Nous mettons en avant la régularisation immédiate de tous les sans-papiers, le droit de vote des étrangers/ères à toutes les élections, et l'abrogation de toutes les lois anti-immigré-e-s. Nous défendons le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes que ce soit en Corse ou dans les anciennes colonies d'outre-mer.

Le bulletin de vote ne changera pas la vie. Mais nous entendons, dans cette campagne comme dans notre activité quotidienne, nous faire les porte-paroles des travailleurs/euses, des classes populaires, des femmes et de la jeunesse, des minorités opprimées, des sans-papiers et des migrant-e-s, pour dénoncer les ravages sociaux, démocratiques, écologiques, la violence sociale entraînés par la course aux profits et la concurrence mondialisée qui sont le moteur de la domination des classes capitalistes.

Nous voulons non seulement contribuer au rassemblement des forces du monde du travail, mais aussi tenter de jeter des ponts entre toutes celles et ceux qui luttent ou cherchent des voies vers une autre société. Faire converger les luttes sociales et écologiques, aider les travailleurs exploités à rencontrer celles et ceux qui sont sans emploi ou qui organisent les luttes autour des grands projets inutiles, donner corps à tout ce fourmillement de révoltes et d'aspirations à un monde plus juste, moins anxigène, voilà le sens même de notre combat, de notre campagne.

Nous souhaitons débattre et engager le dialogue avec les organisations et toutes celles et ceux qui refusent de se plier aux politiques rétrogrades des classes dominantes et des partis qui les servent.

Nous militons pour le rassemblement des anticapitaliste et des révolutionnaires.

Nous voulons aider les exploités, les opprimés à assurer leur propre représentation et expression politiques pour prendre leurs affaires en main, celles de toute la société, afin de faire respecter leurs droits et leurs besoins et remplacer la logique capitaliste de l'exploitation par la logique de la solidarité et de la coopération, ici et par-delà les frontières, construire dans la continuité de la lutte pour le socialisme, le communisme, une société débarrassée de l'exploitation et de l'oppression.

À l'encontre du discours ambiant sur le capitalisme « indépassable », nous défendons la perspective d'une organisation sociale supérieure fondée sur la collectivisation des moyens de production, la planification de l'économie sous le contrôle de la population et des travailleurs/euses dans les entreprises et à chaque niveau de la vie sociale pour satisfaire les besoins de toutes et tous.

Voilà le sens de nos actions, de notre campagne et de notre candidature.

Pour mener cette campagne, le NPA a besoin de rassembler toutes ses forces et de mobiliser autour de lui toutes les énergies. Le gouvernement PS tente par tous les moyens, en particulier la modification de la loi sur les parrainages d'empêcher les courants minoritaires qui le combattent sur sa gauche de s'exprimer, c'est en rassemblant largement que nous pourrons relever le défi.